



Droits réservés

A R R Ê T
DU CONSEIL D'ÉTAT
DU ROI,

Du 13 Mai 1776;

Qui casse une Sentence des Élus de Nevers, du quatre du même Mois, par laquelle ils avoient défendu de percevoir les Droits Réservés dans l'étendue de leur Ressort, sous prétexte que la levée en avoit dû cesser le 31 Decembre 1774, aux termes des Lettres Patentes du 15 Mai 1768.

Extrait des Registres du Conseil d'État du Roi.

LE ROI étant informé que les Officiers de l'Election de Nevers, sur le Réquisitoire & les Conclusions du Substitut en ce Siège, du Procureur Général de Sa Majesté, en la Cour des Aides, ont, par Sentence du 4 du présent mois, défendu, à peine de concussion, de percevoir les Droits Réservés dans l'étendue de leur Ressort, sous prétexte qu'aux termes des Lettres Patentes du 15 Mai 1768, la levée en a dû cesser au 31 Decembre 1774, & que sa prorogation

n'a été prononcée par aucune Loi enregistrée aux Cours, à l'effet de laquelle défense leur Sentence seroit signifiée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin seroit, à la réquisition dudit Substitut; Sa Majesté s'est fait représenter l'Édit du mois de Novembre 1771, portant, Article IV, que les Droits dont il s'agit, continueront d'être perçus, au profit de Sa Majesté, jusqu'au 31 Décembre 1780; Sa Majesté a reconnu que ledit Édit de Novembre 1771, a été enregistré dans toutes les Cours, & que sa promulgation & enregistrement ont eu également lieu dans les différens Sièges de leur Ressort, de sorte que la teneur de cet Édit n'a été ni pu être ignorée de droit, ni de fait, par les Élus de Nevers; qu'ainsi le Réquisitoire du Substitut, & leur Sentence sont un oubli volontaire & répréhensible des regles, & une atteinte à l'autorité Royale: à quoi Sa Majesté voulant pourvoir; OUI le rapport, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, vu la signification faite, le 4 du présent mois, au Directeur des Droits Réservés, à Nevers, de lad. Sentence, a ordonné & ordonne que l'Édit du mois de Novembre 1771, sera exécuté selon sa forme & teneur; en conséquence, sans s'arrêter à la Sentence desdits Élus, du 4 du présent mois, que Sa Majesté a cassée & annullée, & déclarée comme non-avenue, ensemble tout ce qui s'en seroit suivi, fait défense auxdits Officiers & à tous autres, d'en rendre à l'avenir de semblables, à peine d'interdiction, & de demeurer personnellement garans & responsables de tous dépens, dommages & intérêts: ordonne Sa Majesté que les Redevables qui, en vertu de ladite Sentence, se seront dispensés du paiement des Droits Réservés sur les Boissons & Bestiaux, y seront contraints par les voies ordinaires, sur l'extrait des déclarations par eux faites pour les Droits d'Aides & d'Inspecteurs aux Boucheries; que les Officiers de ladite Élection seront solidairement contraints de payer les Droits Réservés sur les Porcs, Bois & Foins, pour le temps de la non-perception, à raison de leur produit pendant le quartier d'Avril 1775, justifié par les Registres; qu'ils seront également tenus du coût, sceau, signification, affiches & frais d'impression de cinq cens exemplaires du Présent; sur quoi ils seront réglés par le

Sieur Commissaire départi dans la Généralité de Moulins, que Sa Majesté commet à cet effet : Et sera le présent Arrêt signifié au Greffe de ladite Élection de Nevers, lu, publié & affiché dans l'étendue de son Ressort, & exécuté nonobstant oppositions ou autres empêchemens, pour lesquels ne sera différé. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le treizieme jour de Mai mil sept cent soixante-seize. Collationné. *Signé*, AMELOT. Et scellé.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons, par ces Présentes signées de notre main, que l'Arrêt dont l'expédition est ci attachée sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, & fasse en outre, pour l'entière exécution d'icelui, toutes significations, commandemens & autres actes & exploits de Justice, requis & nécessaires, sans autre congé ni permission, que ces Présentes. De ce faire te donnons pouvoir : Car tel est notre plaisir. *Donné* à Versailles, le treizieme jour de Mai, l'an de grace mil sept cent soixante-seize, & de notre regne, le troisieme. *Signé*, LOUIS. Par le Roi. *Et plus bas*, AMELOT.

Collationné aux Originaux, par Nous, Ecuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances.